

Unité départementale de l'Artois  
12, avenue de Paris  
62400 BETHUNE

Béthune, le 12/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**VANHEEDE ENVIRONNEMENT**

375 avenue de Sofia – 62138 BILLY-BERCLAU

Références : 1057-2024  
Code AIOT : 0007005009

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2024 dans l'établissement VANHEEDE ENVIRONNEMENT implanté 375 avenue de Sofia à BILLY-BERCLAU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VANHEEDE ENVIRONNEMENT
- 375 avenue de Sofia – 62138 BILLY-BERCLAU
- Code AIOT dans GUN : 0007005009
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le 19 octobre, un départ de feu a eu lieu dans le bâtiment des déchets non dangereux sur le site de la société VANHEEDE ENVIRONNEMENT à BILLY-BERCLAU. Cette visite avait pour objectif de faire un premier bilan (cause, déroulement, conséquences, retour d'expérience,...) de cet incident.

### Situation administrative

La société VANHEEDE FRANCE a été autorisée à exploiter un centre de tri, de regroupement et de transit de déchets dangereux et non dangereux par arrêté préfectoral du 9 novembre 2011.

En 2022, la société VANHEEDE déposait une nouvelle demande d'autorisation pour l'exploitation d'une unité de transformation et de traitement de déchets non dangereux et non inertes (fabrication de CSR) ainsi que le traitement de biodéchets sur son site de BILLY-BERCLAU.

Par arrêté préfectoral du 11/07/2023, la société VANHEEDE ENVIRONNEMENT était autorisée :

- à exploiter un centre de tri, de regroupement et de transit de déchets dangereux et non dangereux,
- à produire 350 tonnes par jour de CSR (combustible solide de récupération),
- à augmenter sa quantité de tri de déchets non dangereux (250 tonnes par jour au lieu de 140 tonnes),
- à traiter 150 tonnes par jour de biodéchets alimentaires non dangereux.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- départ de feu survenu sur le site le 19/10/2024

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La fiche de constats disponible en partie 2-4 fournit les informations de façon exhaustive pour le point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**La fiche de constats suivante ne fait pas l'objet d'une proposition de suites administratives:**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
PC 1	Article 2.4.1 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2023	-	-

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite de l'Inspection sur le site de l'établissement exploité par VANHEEDE ENVIRONNEMENT à BILLY-BERCLAU n'a pas mis en évidence de non-conformités.

Elle a permis de faire un premier bilan du départ de feu survenu le 19/10/2024.

Ce départ de feu a été sans conséquences pour les vies humaines et n'a pas causé de dégâts aux bâtiments du site de BILLY-BERCLAU permettant une reprise d'activité immédiate (hormis l'activité liée à la chaîne de tri).

L'Inspection demande à l'exploitant de lui transmettre un rapport d'incident sous 15 jours. Celui-ci devra notamment mettre en avant les mesures prises ou prévues pour éviter qu'un incident similaire ne se reproduise dans le futur.

## 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle : PC 1**

**Référence réglementaire :** Article 2.4.1 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2023

**Thème(s) :** incident sur site

**Prescription contrôlée :**

Article 2.4.1 Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

**Constats:**

Chronologie et causes

Le samedi 19 octobre, à 10h05 du matin, un départ de feu a eu lieu au niveau d'un box contenant de petits appareils (électriques) en mélange (PAM) situé dans le bâtiment de transit/tri de déchets non dangereux.

Le site est fermé du vendredi 17h00 au lundi matin ; il n'y avait ainsi personne sur le site au moment de l'incident. Tout ce qui s'est passé a été filmé et enregistré grâce à une caméra située dans le bâtiment.

L'étude de la vidéo par l'exploitant révèle :

- qu'aucune intrusion n'a eu lieu sur le site,
- que le départ de fumée (puis flamme) s'est déroulé dans un box de refus de PAM,
- le déclenchement du sprinklage du bâtiment de déchets non dangereux à 10h18 qui a rapidement éteint le feu.

La transmission de l'alarme à l'exploitant n'a pas fonctionné. C'est une personne qui se baladait près de la zone industrielle qui a alerté la Mairie de BILLY-BERCLAU en voyant les fumées sortir du bâtiment du site.

La Mairie a ainsi contacté M.BEAURAIN, exploitant du site, qui s'est rendu sur son installation. Le SDIS est arrivé en même temps et a décidé, par sécurité, d'arroser quelques secondes le box à l'aide d'un RIA.

Les déchets qui ont brûlé proviennent d'un site ICPE (société TVME située à HENIN-BEAUMONT) : ce sont les refus du surtri des déchets ménagers du symevad (code déchet 191212 autorisé à être pris en charge par la société VANHEEDE).

Ces déchets subissent un nouveau tri sur le site de la société VANHEEDE à l'aide d'une ligne de tri mobile.

L'Inspection a été prévenue de l'incident par l'exploitant par message électronique du 19/10 : la situation était sous contrôle.

Conséquences

- humaines: l'incident n'a causé aucune perte humaine ni aucun blessé.
- matérielles: le bâtiment des déchets non dangereux n'a pas subi de dégâts. Le câble d'alimentation de la chaîne de tri mobile et un écran de contrôle ont été dégradés (remise en état de la chaîne de tri prévue sous une semaine). Le box contenant les déchets électriques a brûlé ainsi que la poubelle qui était présente juste à côté de celui-ci.

- environnementales : les eaux d'extinction sont restées dans le bâtiment (très petit volume d'eau qui s'est mélangé aux déchets présents). Les tas de déchets mouillés par le sinistre ont été évacués du site vers des ISDND (sociétés SUEZ et BAUDELET).

#### Constats et remarques de l'inspection suite à cet incident

La visite sur place (voir photographies en annexe) du 06/11/2024 a permis de constater l'absence de dégâts pour le bâtiment d'exploitation et surtout de faire la synthèse suivante à la suite des différents échanges avec l'exploitant concernant ce départ de feu :

- origine suspectée du départ de feu : batterie au lithium qui prend feu.

#### Points positifs observés lors de l'incident

- déclenchement et efficacité du sprinklage,

- pas d'eaux d'extinction à l'extérieur du bâtiment: elles ont été absorbées par les déchets présents dans le bâtiment et éliminées dans les filières autorisées,

- bon nettoyage du personnel autour de la ligne de tri (évacuation des box pleins) le vendredi en fin de journée qui a probablement évité une propagation du feu,

- information rapide de l'inspection.

#### Points à améliorer / pistes de réflexion

- la société de télésurveillance (ARTEMIS) n'a pas été alertée par le déclenchement du sprinklage.

La transmission de l'alarme n'a pas fonctionné : ce serait dû à une panne du transmetteur téléphonique qui avait pourtant été testé 15 jours auparavant.

- en l'absence d'une présence permanente de personnel, ne faudrait-il pas renforcer la détection du bâtiment du stockage des déchets non dangereux via l'installation d'une détection de fumée en plus du sprinklage ?

- faut-il envisager une modification des conditions de stockage des PAM (notamment pour les box pleins dans le bâtiment de déchets dangereux) ?

Un rapport d'incident est en cours de rédaction par l'exploitant. Il est à transmettre à l'Inspection sous 15 jours. Il devra préciser, notamment, les circonstances et les causes de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter à l'avenir un incident similaire.

**Proposition de suites : -**

**Proposition de délais : -**





Photos prises par l'Inspection le jour de la visite



chaîne de tri située à proximité immédiate du départ de feu (trace sur le mur)







déchets solides récupérés après le départ de feu (box et poubelle)





exemple d'un box de déchets PAM (petits appareils en mélange)



